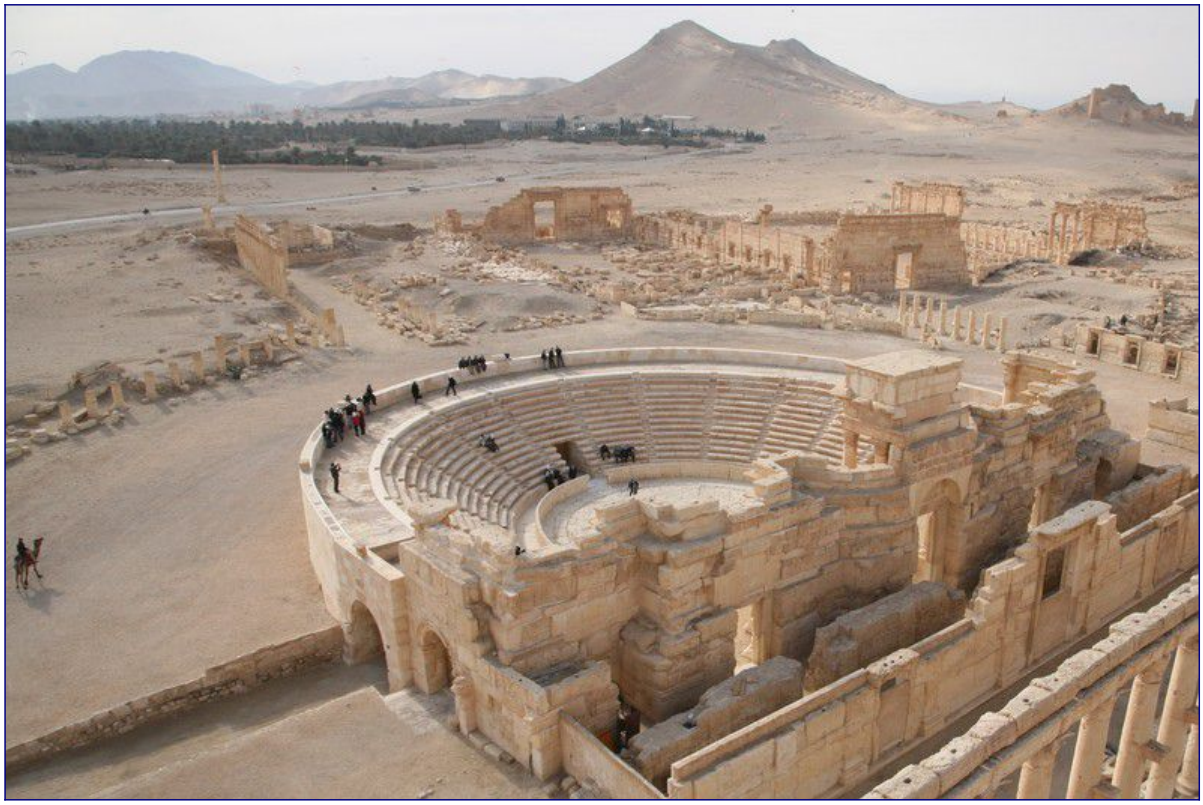
Le bourbier syrien

Publié le 17 novembre 2015 par MS21





Palmyre prise par DAESH en mai 2015

Nous avions commencé la rédaction de cet article avant le 13 novembre et ce que nous craignions s'est hélas produit ….Six attaques simultanées ont frappé Paris et Saint-Denis. Les tueries revendiquées par l'État Islamique (DAESH) ont fait 129 morts et environ 350 blessés dont une centaine sont très gravement atteints. Est-ce sous le prétexte de se venger des frappes françaises que l'Etat islamiste a semé la terreur ? On sait qu'il n'en est rien, leur objectif étant d'abattre tout régime démocratique pour lui substituer une théocratie obscurantiste. Le MS21 tient à exprimer sa compassion à tous les proches des victimes de ces attentats

particulièrement odieux. Face à ces événements, il ne suffit pas de dire que nous sommes en guerre, il faut savoir cibler son ennemi , et arrêter de livrer des armes à ceux qui nous combattent en France, sous le prétexte qu'en Syrie, ce sont des opposants à Bachar el Assad, dont Laurent Fabius disait peu diplomatiquement qu'il ne méritait pas de vivre.

Mais essayons de comprendre les véritables causes du conflit syrien.

Origines récentes du conflit

A la suite de la crise des subprimes, voyant leurs produits financiers devenir ingérables, les grandes banques, sous l'impulsion de J.P. Morgan, décident de se refaire dans l'économie réelle, sur le marché des matières premières et des produits alimentaires, provoquant une hausse des prix et des émeutes de la faim qui conduisent à ce qu'on a appelé « les printemps arabes ». En Tunisie d'abord puis en Égypte, un vent de révolte s'est propagé dans plusieurs pays de la région : Barhein, Yémen, Jordanie, Syrie. L'explosion sociale est née de la même accumulation de problèmes, de frustrations, d'aspirations communes à l'ensemble de la région. Les manifestants réclament plus de libertés, la fin des régimes autoritaires et dictatoriaux, de meilleures conditions de vie.

En Syrie, tout a commencé à Deraa, avec l'arrestation de quelques enfants d'une dizaine d'années qui avaient inscrit des slogans hostiles au gouvernement sur les murs de la ville. Les mères, venues réclamer leur libération, se sont affrontées avec la police, certaines ont été arrêtées et brutalisées. Cette étincelle met le feu aux poudres, et de graves troubles touchent plusieurs agglomérations du pays faisant des dizaines de morts.

Cette première opposition, spontanée et non organisée, est divisée. Elle est très vite infiltrée et instrumentalisée par des groupes islamistes comme Al-Nosrat, branche syrienne de Al Quaida. Les États-Unis cherchent, afin de provoquer la chute et le départ de Bachar-el-Assad, à y exacerber les contradictions confessionnelles afin de couper les dirigeants syriens de leur base sociale. Dans une Syrie laïque composée à 70 % de sunnites, leur stratégie, soutenue par une partie de l'opposition, consiste à présenter le gouvernement comme un régime exclusivement alaouite (une branche du chiisme considéré comme hérétique par les sunnites).Ces « rebelles » sont maintenant armés par les pays voisins comme la Turquie et l'Arabie Saoudite, mais aussi par les États-Unis. Car pour la Coalition emmenée par les États-Unis, l'homme à abattre, c'est Bachar el Assad, l'ennemi d'Israël et l'allié historique de la Russie qui y dispose à Tartous de son unique base navale stratégique en Méditerranée.

Le rôle des États-Unis

Vis à vis du terrorisme les États-Unis jouent un double jeu dangereux. D'un côté, ils le combattent, d'un autre, ils l'instrumentalisent. Une stratégie utilisée depuis la guerre en Afghanistan pendant laquelle ils ont armé les talibans contre les Soviétiques.

Ainsi, comment expliquer que la colonne de DAESH qui allait prendre Palmyre ait pu parcourir 200 km en plein désert sans intervention de l'aviation étatsunienne ? Comment expliquer que les États-Unis laissent la Turquie servir de base arrière aux terroristes et tolèrent qu'elle bombarde les Kurdes un des rares peuples de la région à combattre les terroristes ? Comment expliquer que les États-Unis arment des milices islamistes en Syrie, milices que les Russes ont eu le mauvais goût de bombarder? Laurent Fabius,supplétif des USA ne défendait-il pas, il y a deux ans, «ces braves petits gars d'Al Nosrat », qui font, disait-il, « du bon boulot ». Al Nosrat fait évidemment du bon boulot pour Israël puisqu'elle combat l'armée syrienne à proximité du plateau du Golan et qu'en échange Israël soigne ses blessés dans les hôpitaux israéliens.

Les États-Unis voulaient établir une zone de sécurité aérienne, comme les Occidentaux l'avaient fait en Libye, afin de pouvoir ainsi renverser Bachar El Assad, comme ils ont renversé Kadhafi. Ce dernier avait eu la drôle d'idée de vouloir créer une monnaie basée sur l'or pour remplacer le dollar dans le marché du

pétrole . Par ailleurs, Brzezinski, conseiller de la Maison Blanche, artisan du piège afghan des années 80, considère dans son livre *« Le grand échiquier »*, que celui qui dominera l' Eurasie dominera le monde.

Mais l'intervention de l'aviation russe a mis un terme à ce projet.

Aujourd'hui (30 octobre), B. Obama annonce le déploiement d'un petit contingent de forces spéciales dans le nord de la Syrie pour participer sur le terrain à l'effort de guerre contre le groupe État islamique, assurant que sa promesse de ne pas envoyer de troupes au sol demeure intacte. C'est l'escalade...jusqu'où ?

Le rôle de la Russie

A la demande de Damas, et après un vote du parlement russe, l'aviation russe intervient en coopération avec l'armée syrienne fidèle à Bachar el Assad. L'aviation syrienne ne pouvait intervenir à proximité de la frontière turque au risque d'un conflit ouvert avec l'aviation turque. L'aviation russe, par contre, vole à 5000 mètres et envoie des bombes téléguidées. Ce soutien aérien permet à l'armée syrienne de reprendre l'offensive terrestre contre les islamistes de toute obédience, comme ces derniers jours dans la région d'Alep.

Alors que la position occidentale apparaît affaiblie compte tenu de son ambiguïté dans le conflit : ne pas lutter réellement contre les islamistes par crainte que ne se renforce la position de Bachar el Assad, celle des Russes apparaît plus solide. En effet, elle se fait en accord avec le gouvernement officiel syrien et cible clairement les terroristes islamistes que l'opinion publique condamne pour leurs attaques monstrueuses contre les populations civiles.

Alors que les États-Unis et la France voudraient éliminer Bachar el Assad du processus, ce qui est profondément irréaliste, le conseil de sécurité de l'ONU du 17 août 2015 - dont la France est l'un des cinq membres permanents-, a affirmé, à l'unanimité, « *que la seule solution durable à la crise actuelle en Syrie est un processus politique sans exclusive qui soit dirigé par les Syriens et qui réponde concrètement aux aspirations légitimes du peuple syrien en vue d'obtenir l'application intégrale des dispositions du Communiqué de Genève du 30 juin 2012».* Ces dispositions devraient permettre «l'établissement d'un organe gouvernemental de transition», «la participation de tous les groupes à un dialogue national significatif» et «des élections multipartites libres et équitables ».

Mgr Jacques Hindo, archevêque syro-catholique d'Hassaké, au nord-est de la Syrie affirme que les raids russes sont efficaces contre les djihadistes. Il critique en revanche la stratégie étasunienne, décrite comme inefficace et « ambiguë» (La Croix, 14 octobre 2015).

Le rôle de la Turquie

Il faut aussi noter les troubles agissements de la Turquie qui achète le pétrole de DAESH, alimente le commerce des armes, préfère bombarder le peuple kurde, son ennemi héréditaire, plutôt que les terroristes de l'Etat Islamique, ferme les yeux sur le flot de djihadistes européens et asiatiques qui traversent sans difficulté la frontière turco-syrienne.…

Le rôle de la France

Hollande, chef de l'État, a pris unilatéralement, sans vote du parlement et sans aucun mandat de l'ONU, la décision de vols de reconnaissance le 7 septembre dernier, vite suivis de frappes aériennes.

Parallèlement, l'opinion française est mal informée par une presse «aux ordres», généralement tendancieuse, qui ne relève pas les incohérences de la position gouvernementale. En effet, la position de François Hollande est irréaliste : en conditionnant toute négociation au départ préalable de Bachar el Assad il déroge aux principes élémentaires de l'action diplomatique et au respect de la souveraineté d'un Etat. C'est au peuple syrien souverain de mener la lutte politique interne pour se débarrasser de son dictateur.

La position du MS21

L'ennemi prioritaire est DAESH. La France doit soutenir le processus de paix et des négociations sans exclusive. Une coalition internationale, sous mandat de l'ONU, composée de tous les acteurs y compris Bachar el Assad, doit se mettre en place et se coordonner pour anéantir DAESH.

Tous les pays étrangers doivent cesser leur ingérence en Syrie qu'elle soit militaire, économique, politique. Aucune intervention ne doit se faire sans l'accord explicite du gouvernement syrien.

Le peuple syrien dans sa diversité doit pouvoir s'exprimer démocratiquement . La France, pays des droits de l'Homme, s'honorerait à peser de tout son poids pour cette solution.

L'apaisement progressif de ce conflit contribuerait à réduire le flot des réfugiés syriens et les départs de jeunes Français pour la Syrie dont ils reviennent totalement fanatisés et parfois prêts à des actions d'une extrême violence dont nous avons subi les effets désastreux vendredi dernier .

Pour le MS21 la solution ne peut pas se réduire à une "union nationale" sans contenu. Elle doit être politique et affronter en même temps les causes structurelles de cette violence aveugle et insensée : le capitalisme sans règles, le communautarisme civisationnel et l'intégrisme religieux.